

COMMISSION EPISCOPALE POUR LES RESSOURCES NATURELLES  
CERN/CENCO

## INVESTISSEMENT EN AGRICULTURE

Quel modèle pour la RDC ?

Regard sur le PAI - Bukanga-Lonzo

le CDI Bwamanda

le Service National



Secrétariat général de la CENCO

Kinshasa, juillet 2019

**INVESTISSEMENT EN AGRICULTURE**  
**Quel modèle pour la RDC ?**  
**Regard sur le PAI - Bukanga-Lonzo**  
**le CDI Bwamanda**  
**le Service National**



**COMMISSION EPISCOPALE POUR LES RESSOURCES NATURELLES  
CERN/CENCO**

# **INVESTISSEMENT EN AGRICULTURE**

## **Quel modèle pour la RDC ?**

**Regard sur le PAI - Bukanga-Lonzo**

**le CDI Bwamanda**

**le Service National**

**Secrétariat général de la CENCO**

**Kinshasa, juillet 2019**



## SIGLES ET ABREVIATIONS

A.F.D.L	: Alliance des Forces Démocratiques pour la Liberté du Congo
BKLZ	: Bukanga-Lonzo
CAMENE	: Centrale d'Approvisionnement en Médicaments Essentiels pour le Nord Equateur
CDI	: Centre de Développement Intégré (Cfr. Service National)
CDI-Bwamanda	: Centre de Développement Intégral de Bwamanda
CEDEN	: Centre pour la Défense de l'Environnement
CENCO	: Conférence Episcopale Nationale du Congo
CEPARD	: Centre d'Encadrement et de Production pour l'Appui à la Reconstruction et au Développement
CERN	: Commission Episcopale pour les Ressources Naturelles
DG	: Directeur Général
FAO	: Food & Agriculture Organisation
INERA	: Institut National pour l'Etude et la Recherche Agronomique
INPP	: Institut National de Préparation Professionnelle
LICOCO	: Ligue Congolaise de lutte contre la Corruption
MLC	: Mouvement pour la Libération du Congo
ONG	: Organisation Non-Gouvernementale
ORN	: Observatoire des Ressources Naturelles
PAI	: Parc Agro-industriel
PNIA	: Programme National d'Investissement Agricole
R.C.D	: Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RDC	: République Démocratique du Congo
SN	: Service National



## REMERCIEMENTS

La Commission Episcopale pour les Ressources Naturelles (CERN) remercie Monsieur Fabrice TSHIMANGA NDAYE, Consultant chercheur de la CERN-CENCO et Maître Zéphirin MUMA, Répondant de l'Observatoire des Ressources Naturelles de Kenge (ORN), qui ont contribué à la collecte des données et des différents rapports qui ont servi de support à cette étude.

Elle exprime sa gratitude aux responsables des entreprises et Organisation Non-Gouvernementale (ONG) sous étude : Monsieur Patrick NGAMO INZAGO, Directeur Général du CDI Bwamanda, Madame Ida K. NASERWA, Directrice Générale du PAI Bukanga Lonzo, le Directeur Joseph KABASELE du Service National pour leur ouverture à pouvoir échanger avec l'équipe de la recherche. Nous n'oublions pas le Directeur Général des Grands Elevages pour l'audience nous accordée.

D'autres personnes nous ont facilité l'accès aux informations et aux documents. Nous pensons au Père Dominique, Responsable du CDI Bwamanda Kinshasa, à l'Abbé Jean LULENDO de Caritas Kenge, aux prêtres de la paroisse de Bukanga Lonzo, aux Ministres du gouvernement provincial de Kenge ainsi qu'à leurs collaborateurs et à la Société civile de Kenge ainsi qu'à bien d'autres personnes non mentionnées ici.

Nous disons merci à Son Excellence Monseigneur Gaspard Mudiso, Evêque émérite de Kenge, pour ses encouragements et son sens dévoué au travail de la CERN.

Ce travail a été réalisé grâce au financement de Miséreor. Nous lui exprimons notre profonde gratitude.

Henri MUHIYA MUSABATE

Secrétaire Exécutif de la CERN /CENCO





## RESUME EXECUTIF

Pour faire face à la chute des cours des matières premières, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo avait pris, en janvier 2016, vingt-huit mesures urgentes pour la stabilisation et la relance économique. La 17<sup>e</sup> mesure portait sur « la création de trois zones économiques spéciales et l'essaimage des parcs agro-industriels dans les provinces, l'encadrement des paysans ainsi que la diversification et l'intensification de la production agricole ».

Mais les mesures de 2016 avaient déjà été précédées de la création du Parc agro-industriel de Bukanga Lonzo. D'autres modèles ont aussi existé avant celui des parcs agro-industriels. Dans l'histoire du pays, il fut des moments où la RDC figurait parmi les premiers producteurs africains de certains produits agricoles. Il y avait des plantations mais il y avait aussi des paysans.

Face aux signaux rouges qu'émettait le projet Bukanga Lonzo, la CERN a initié une étude pour examiner la viabilité, la rentabilité et la duplication du modèle. Mais beaucoup d'ONG se sont intéressées à la même thématique et ont produit des rapports démontrant l'échec du projet à cause entre autres de la mauvaise gestion. Pour donner une valeur ajoutée, la CERN a décidé de faire une étude comparative des projets Bukanga Lonzo, CDI Bwamanda et Service National.

L'examen de ces projets à travers leur origine, leur objectif, leur stratégie, leur impact sur la société, a permis de voir qu'il y en a deux qui sont recommandables pour un financement de l'Etat et des bailleurs de fonds. Il s'agit du modèle de projet privé « CDI Bwamanda » et de projet de l'Etat « Service National ».

Le mérite de ces projets est le souci de mettre l'homme au centre des préoccupations. De la formation sur les techniques agricoles et les valeurs humaines, sociales et patriotiques, à l'accompagnement des paysans et des jeunes à se prendre en charge et à générer eux-mêmes des revenus, les deux projets ont été appréciés même par les bénéficiaires. Mais il faut, pour qu'ils fassent mieux, veiller sur les aspects administratifs et managériaux. Le climat politique et le climat des affaires sont aussi déterminants.

Par contre, les pesanteurs politiques sur les gestionnaires du Parc, la non implication des autorités provinciales et locales ainsi que les ponctions sur fonds d'investissement ont rendu le modèle de parc agro-industriel peu recommandable.



# INTRODUCTION

## 1. Contexte

La République Démocratique du Congo est un pays aux ressources immenses. Sa superficie équivaut aux deux tiers de l'Union européenne et sa population dépasse maintenant les 70 millions de personnes. Il y a un consensus pour estimer que le potentiel agricole de la RDC est parmi les plus élevés de l'Afrique. Cette potentialité est caractérisée par : des terres agricoles, évaluées à environ 80 millions d'hectares de terres cultivables, dont 4 millions irrigables, seulement 10% sont exploitées annuellement ; des conditions climatiques et écologiques très favorables à différentes spéculations agricoles et offrant des opportunités pour développer des cultures d'exploitation (café, cacao, hévéa, palmier à huile, thé, etc.) compétitives sur le marché international ; une forêt équatoriale très riche de 125 millions d'hectares ; un marché régional important de plus de 200 millions d'habitants, en forte croissance démographique, et en voie d'urbanisation rapide. Plus de 70% de la population dépend de l'agriculture pour sa survie. Mais la productivité agricole est très faible. Par contre le coût de commercialisation est très élevé, les transports sur les routes de desserte agricole sont onéreux et beaucoup de villages sont encore presque enclavés. Bon nombre d'infrastructures de base manquent, comme l'eau, l'énergie et l'accès aux soins de santé.

Le déclin de l'agriculture a débuté surtout avec la zaïrianisation de 1973. Les pillages de 1991 et 1993, la succession des guerres entre 1996 et 2002, l'insécurité et les déplacements des populations ont exacerbé la situation. Depuis 2006, il y a une nette relance de l'économie, mais l'agriculture stagne encore, surtout à cause la modicité du budget alloué à l'agriculture et de la faiblesse des institutions en appui de l'agriculture.

Cependant, la loi n°11/022 du 24 décembre 2011 portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture publiée dans le journal officiel de la RDC, crée un cadre propice pour l'agriculture. Elle reconnaît et définit l'agriculture familiale comme étant la pierre angulaire de l'économie congolaise. La décentralisation des provinces plus ou moins autonomes présage une place plus importante de l'agriculture dans les plans de développement. De toutes les formes de croissances, c'est le secteur agricole qui a le plus fort potentiel de réduction de la pauvreté qui est actuellement de plus de 70%.<sup>1</sup>

C'est ainsi que le budget public pour le secteur agricole est en hausse. On est confronté à la difficulté d'absorption de ces fonds notamment à cause de la faiblesse du ministère de l'agriculture et du développement rural. C'est pour cette raison que

---

1 Eric Tollens, Les parcs agro-industriels et l'agriculture familiale : les défis du secteur agricole en RDC, p. 148-150. 2015

le Gouvernement a créé les PAI qui sont une initiative présidentielle. 26 zones sont identifiées dans toutes les provinces, allant de 1000 à 150 000 hectares.<sup>2</sup>

Le premier parc pilote de 75.000 hectares a été inauguré en juillet 2014 à Bukanga Lonzo, province du Kwango, à 240 km au sud-est de Kinshasa, avec un budget de 83 millions de \$ alloué (en phase 1). La décision de créer les Parcs Agro-industriels faisait partie des 28 mesures prises par le Gouvernement en janvier 2016<sup>3</sup>. Cette mesure visait la diversification de l'économie qui est actuellement plus ou moins dépendante du secteur minier. Il s'agit d'une initiative louable. Cependant plusieurs rapports montrent que ce projet n'a pas connu de succès. Le dernier en date est celui du Cercle pour la Défense de l'Environnement (CEDEN) intitulé en Lingala : « Bilanga ya minene ya mombongo. Mateya uta na esaleli mabe na Bukanga Lonzo » (Parcs Agro-industriels en RDC : Tirer les leçons de al débacle de Bukanga Lonzo).

La Commission Episcopale pour les Ressources Naturelles de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CERN-CENCO) a estimé utile d'examiner ce modèle en vue de donner ses avis sur la viabilité, la rentabilité et la duplication de ce modèle. Elle a d'abord fait l'analyse du Parc Agro-industriel de Bukanga Lonzo. Chemin faisant et au vu des différents autres rapports publiés, la CERN s'est résolue d'élargir son étude à d'autres projets pour apporter une plus-value dans son analyse. En plus du PAI de Bukanga Lonzo, la CERN s'est intéressée au projet du Centre de Développement Intégral de Bwamanda (CDI Bwamanda) et au projet Service National. Un quatrième projet pour lequel des données n'ont pas été obtenues après plusieurs promesses et rendez-vous manqués est celui de Grands Elevages dans le Kongo Central.

## 2. Objet de l'étude

L'objet de l'étude est la comparaison de trois projets agricoles pour en tirer les meilleures expériences. Ceci en vue de produire un document de plaidoyer sur des modèles agricoles qui seraient adaptés au contexte de la RDC.

## 3. Objectifs de l'étude et résultat attendu

Les objectifs assignés à l'étude sont :

- Faire un état de lieu sur la viabilité de trois projets agricoles ;
- Evaluer l'apport de ces projets aux communautés locales ;
- Identifier les points forts et les points faibles en vue de formuler des recommandations ;
- Proposer un modèle type de projet d'investissement agricole en se basant sur les points forts des projets étudiés.

Le résultat escompté de cette étude est la publication d'un rapport qui sera utilisé comme support de plaidoyer en vue de la relance économique basée sur l'agriculture.

---

2 Fonds Africain de Développement, République Démocratique du Congo : Etude de faisabilité pour le développement des Parcs Agro-industriels de NGANDAJIKA, KANIAMA-KASESE et MWEKA, Termes de référence ; p. 4-5 ; 2016

3 Parc Agro-industriel de Bukanga Lonzo, Horizon 2030.

## 4. Hypothèse

Selon le rapport de la FAO-UNFPA-IIASA (1984) sur les potentialités de production agricole du monde, la RDC, sous l'hypothèse d'un haut niveau d'intrants et mettant en culture toutes les terres arables, peut produire suffisamment pour alimenter 2,9 milliards de personnes. Ce potentiel agricole peut permettre le développement du pays si l'exploitation est faite d'une façon judicieuse. La RDC en a démontré les capacités dans le passé où il n'y avait pas les parcs agro-industriels.

Nous pensons que le modèle de parc agro-industriel n'est pas adapté au contexte actuel de la RDC pour plusieurs raisons : la gouvernance, la non-maitrise de l'outil technologique et la non-implication de la population locale.

En effet, sur le plan de la gouvernance, le pays connaît encore de difficultés dans la transparence de la gestion de fonds public et est encore affecté par une politisation de différents secteurs de l'Etat.

Le modèle de parc agro-industriel étant basé sur l'utilisation de l'outil technologique non produit et non maitrisé dans le pays, le projet risque d'être fort dépendant.

Par ailleurs, la non-implication de la population locale dont la majorité a comme emploi l'agriculture susciterait de conflits fonciers ainsi qu'une attente démesurée de l'emploi vis-à-vis du projet..

Il semble donc possible d'utiliser d'autres modèles qui ont donné de bons résultats où l'Etat et ou d'autres structures non-étatiques ont joué ou jouent le rôle d'accompagnateur et de régulateur.

## 5. Choix et interet du sujet

L'étude porte sur trois projets agricoles : le PAI Bukanga Lonzo, le CDI Bwamanda et le Service National. Chacun de ces projets a été choisi pour sa spécificité.

- le Projet Agro-industriel de Bukanga Lonzo, a été considéré comme un projet pilote du gouvernement congolais qui s'est investi pour sa réussite et qui devrait servir d'exemple pour d'autres provinces.

- le projet Centre de Développement Intégral de Bwamanda (CDI-Bwamanda), c'est un modèle privé qui a nourri la population kinoise pendant de forte crise de produits alimentaires des années 1980-1990.

- le projet Service National (SN), est un projet lancé par le Président Laurent Désiré KABILA, qui a permis de créer de l'emploi aux jeunes et de produire du maïs qui a nourri des populations, des bétails et volailles en nombre suffisant.

## 6. Méthode du travail

La méthode utilisée est l'analyse comparative des projets. Les éléments d'analyse ont été regroupés en 3 grands points : la viabilité, la rentabilité et la duplication. Pour réunir les données nécessaires, il a été procédé par des interviews, par l'analyse documentaire et des visites de terrain. L'étude initiale ayant concerné le PAI Bukanga Lonzo, les interviews ont été menées à Kinshasa, à Bandundu ville, à Kenge, à Kikwit, à Bukanga Lonzo mission et Secteur. Une visite a été effectuée sur le site du PAI Bukanga Lonzo 06 octobre 2017. Un entretien nous a été accordé par la Directrice Générale du PAI Bukanga Lonzo et une documentation a été reçue à l'occasion.

Les visites de terrain ont permis d'avoir des entretiens avec des ministres du Gouvernement provincial du Kwango, l'Evêque de Kenge, la Société Civile du Kwango, les travailleurs du PAI Bukanga Lonzo. A Kinshasa, les vendeurs dans les points de vente ont été aussi contactés. Une documentation a été obtenue auprès des chefs de terre et de différents services de l'Etat.

Pour le CDI-Bwamanda, une visite guidée dans l'usine de Kinshasa a été organisée. Un long entretien avec le Directeur Général a permis de réunir l'essentiel des éléments sur le projet. Le DG a été complété par le Responsable du CDI Bwamanda de Kinshasa. La visite aux sites de Bwamanda n'a pu avoir lieu à cause du contexte électoral.

En ce qui concerne le Service National, une visite a été organisée au bureau national de Kinshasa où des entretiens ont été organisés avec l'Ingénieur Joseph KABASELE, qui est en même temps formateur des bâtisseurs. Une interview a été accordée par une bâtitrice qui a reçu la formation à Kaniama-Kasese. Une documentation importante a été reçue.

Pour le projet Grands Elevages dans le Kongo Central, trois visites ont été organisées à son Bureau de Kinshasa. Le DG nous a accordé un temps d'échange introductif et a promis de nous accorder une visite sur le site de Boma. Mais la visite n'a pas eu lieu, certainement à cause du contexte électoral. Il n'y aura donc pas d'éléments sur les Grands Elevages dans ce rapport.

## 7. Difficultés rencontrées

L'étude a connu d'énormes difficultés pour réunir les éléments nécessaires. Ce qui a fait prendre à la recherche une durée plus longue que prévue.

Une certaine méfiance a été rencontrée auprès des interlocuteurs. Elle semble être due au contexte politique et à l'image donnée à la CENCO pendant la période électorale.

L'étude a donc commencé en 2017 et s'est étendue jusqu'en 2019.

## **8. Subdivision du travail**

Le rapport est subdivisé en deux parties. La première partie est intitulée : Regard sur les projets agricoles. Cette partie comprend trois chapitres : « Le parc Agro-Industriel de Bukanga Lonzo », « Le Centre de Développement Intégral de Bwamanda » et « Le Service National ». La seconde partie est consacrée à l'Analyse et au regard de la CERN sur les trois projets agricoles. Celle-ci compte deux chapitres : « Le Tableau comparatif des projets » et « Les constats de la CERN ». En plus de ce deux parties, il y a un résumé exécutif et une conclusion.





I<sup>ère</sup> Partie

**REGARD SUR LES PROJETS AGRICOLES**



# Chapitre 1

## LE PARC AGRO-INDUSTRIEL DE BUKANGA-LONZO

### 1.1. Genèse du projet

Dans le cadre de la relance des activités dans le secteur agricole, moteur du développement de la RDC, le gouvernement a choisi un espace de près 70 milles hectares dans le secteur de Bukanga Lonzo en province du Kwango comme site pilote pour l'implantation d'un parc agro-industriel.<sup>4</sup>

C'est le mardi 15 Juillet 2014 qu'a eu lieu le lancement médiatique spectaculaire du Parc Agro Industriel de Bukanga-Lonzo par le Président de la République, Joseph Kabila Kabange, en présence du Premier Ministre d'alors, Monsieur Matata Mponyo Mapon, et d'autres hauts fonctionnaires de l'Etat<sup>5</sup>.

Le Parc Agro-Industriel de Bukanga Lonzo est une initiative stratégique mise en œuvre par le gouvernement congolais, sous le leadership de Monsieur le Premier Ministre Augustin MATATA PONYO, dans le cadre du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) ; lequel s'inscrit dans la vision du Président de la République Joseph KABILA KABANGE, afin d'assurer l'émergence de la République Démocratique du Congo à l'horizon 2030<sup>8</sup>.

Dans cet élan, le gouvernement a élaboré une stratégie de transformation du secteur agricole notamment par le développement des parcs agro-industriels, afin de générer une croissance participative en vue de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

Dans l'optique d'assurer les moyens de fonctionnement permettant au parc d'approvisionner constamment le pays en produits alimentaires afin de réduire de façon drastique l'importation de ceux-ci, le gouvernement avait résolu de confier la gestion du parc à une entreprise d'opération et de gestion intégrée ayant la compétence, l'expérience, la capacité et l'expertise requises pour fournir les services nécessaires dans l'aménagement, la construction, la gestion, l'exploitation ainsi que la maintenance des projets agros industriels de grande envergure.

C'est ainsi qu'un contrat de gestion a été signé le 20 février 2014 entre le gouvernement de la RDC et la société Sud-africaine AFRICOM COMMODITIES (Pyl) Ltd pour la gestion du parc<sup>6</sup>.

---

4 Ernest et Young, Rapport d'audit du projet de mise en place du Parc Agro-industriel de Bukanga Lonzo, p.7, Kinshasa 2017.

5 <http://www.parcagro.com/index.php/fr/nouvelles/188-lancement-du-parc-agro-industriel-de-bukanga-lonzo>

6 Ernest et Young, Rapport d'audit du projet de mise en place du Parc Agro-industriel de Bukanga Lonzo, p.7, Kinshasa 2017.

Dans la phase initiale, le Gouvernement Congolais était l'unique actionnaire. Il céda, par le contrat susmentionné, la gestion du parc à AFRICOM COMMODITIES (Pyl) Ltd. En mars 2015 par la signature de la Convention d'actionnaires qui consacra la création de trois sociétés anonymes dédiées à l'exécution du projet ; et AFRICOM COMMODITIES Ltd devint actionnaire en participant au capital des trois sociétés à savoir :

- Le Parc Agro-Industriel de Bukanga Lonzo SA, en sigle PARCAGRI dont le capital est reparti entre l'Etat Congolais (85%) et AFRICOM (15%), avec comme mission l'aménagement du site, la régulation des acteurs et des activités, la provision des services publics ainsi que la planification des activités du site.
- La Société d'exploitation du Parc Agro-Industriel de Bukanga Lonzo SA, en sigle SEPAGRI SA dont le capital social est détenu à 70% par l'Etat Congolais et 30% par AFRICOM. Sa mission est l'exploitation, la production et la transformation des produits agricoles, végétaux, animaux et halieutiques ;
- Le Marché International de Kinshasa, en sigle MARIKIN SA. Son capital social est détenu à 50% par l'Etat Congolais et 50 % par AFRICOM. Ce marché a reçu la mission de distribution et de commercialisation des produits agricoles, d'élevage, de pisciculture ; des aliments pour bétails, des semences ainsi que de tous autres produits frais ou transformés issus des parcs agro-industriels<sup>7</sup>.

Le montant total des fonds alloués par le gouvernement pour le projet du Parc Agro-Industriel de Bukanga Lonzo, selon la liste des paiements de la Direction du Trésor et de l'Ordonnancement, est estimé à USD. 92.293.337<sup>8</sup>.

## 1.2. Cadre institutionnel et juridique

Les dispositions légales et réglementaires relatives à la création de la Société d'exploitation du Parc Agro industriel de Bukanga Lonzo SA, sont contenues dans les différents documents statutaires de la société d'exploitation du PAI de Bukanga Lonzo SA obtenus ci-dessous. Signalons que les enquêteurs n'ont pu accéder aux documents de la SEPAGRI SA.

Les documents du PAI Bukanga Lonzo trouvés sont les suivants<sup>9</sup> :

- L'identification nationale numéro 01-000-MB 50398 ;
- Le registre de commerce et de crédit mobilier numéro : CD/KIN/RCCM/15-8-7295 ;
- Le numéro d'impôt : A 15066251 ;
- L'autorisation d'ouverture d'activité économique et commerciale du Bourgmestre de la commune de la Gombe n° : 06210/G ;

---

7 Société d'Aménagement du Parc Agro-industriel de Bukanga Lonzo « PARCAGRI SA », Le Parc Agro-industriel de Bukanga Lonzo à l'horizon 2021, p.10-11, Kinshasa 2016

8 Ernest et Young, Rapport d'audit du projet de mise en place du Parc Agro-industriel de Bukanga Lonzo, p.7, Kinshasa 2017.

9 *Idem*

- Le certificat d'affiliation à l'Institut National de Sécurité Sociale numéro 010106637A1 ;
- Le certificat d'immatriculation à l'Institut National de Préparation Professionnelle n° DG/DF/DR/GU/4655/2015 ;
- La fiche d'identification de l'Office National de l'emploi.

### **1.3. Objectifs et Missions du projet PAI Bukanga-Lonzo<sup>10</sup>**

Les objectifs fondamentaux du Parc Agro-Industriel de Bukanga Lonzo sont : Assurer la sécurité alimentaire, créer des emplois, accroître la production agricole.

- a) Assurer la sécurité alimentaire : La République Démocratique du Congo dépense en moyenne chaque année, 1.5 milliards de dollars pour importer des produits alimentaires de base. Cette dépendance extérieure pourrait paralyser le pays et créer une crise alimentaire sévère en cas de blocus ou d'autres aléas politico-économiques. De même, les importations des produits alimentaires de base exercent une pression énorme sur la balance des paiements par la ponction des devises qui auraient pu être orientées vers l'acquisition des matériels et outils de production.
- b) Créer des emplois. Le Parc avait prévu dans sa phase complète, de créer plus de 17.000 emplois dont au moins 5.000 directs. Il allègerait dans une certaine mesure le chômage dans les villes et villages environnants. De même, la distribution des revenus à travers ces emplois contribuerait à améliorer le niveau des ménages bénéficiaires.
- c) Accroître la productivité agricole. La réduction de la pauvreté en République Démocratique du Congo exige une croissance agricole plus élevée que celle de la population. Pour y arriver, il convient d'exploiter la nouvelle approche basée sur l'agriculture intelligente : allier les intrants conformes (semences, engrais, etc.) et les techniques adaptées.

La mission du PAI Bukanga Lonzo consiste à :

- a) Planifier et assurer la gestion de l'espace ;
- b) Bâtir des infrastructures de base ;
- c) Fournir des services généraux ;
- d) Réglementer l'accès et les activités des opérateurs ;
- e) Encadrer et soutenir les petits producteurs au sein du site et des localités voisines.

---

<sup>10</sup> Société d'Aménagement du Parc Agro-industriel de Bukanga Lonzo « PARCAGRI SA », Le Parc Agro-industriel de Bukanga Lonzo à l'horizon 2021, p.9 et 13, Kinshasa 2016

## 1.4. Lieu de réalisation<sup>11</sup>

Le Parc Agro-Industriel de Bukanga Lonzo est situé à 260 Km de Kinshasa, dans la province du Kwango et s'étend sur une superficie de 75.000 hectares. Le Site du Parc présente une pluviométrie annuelle moyenne de 1000 mm. Il consiste essentiellement en une savane avec un sol sablonneux et homogène. Le terrain est plat et favorable à la mécanisation agricole. Les températures varient entre un minimum de 18°C (Juillet et Août) et un maximum de 31°C.

Selon les autorités politico-administratives du Kwango, le cadre choisi pour la mise en œuvre de ce projet est une zone prioritaire pour cette province qui souffre d'une malnutrition sévère<sup>12</sup>. de par son positionnement dans l'insécurité alimentaire en République Démocratique du Congo.

La situation de la malnutrition dans le Kwango a motivé la tenue d'une conférence sur « repositionnement de la nutrition comme une priorité de développement au Kwango » du 22 au 24 août 2017.

Selon les estimations, la prévalence de la malnutrition chronique est de 45,6% et celle de la malnutrition aiguë 11,6% au Kwango, qualifiée aussi de la capitale mondiale de Konzo (malnutrition) à cause de sa prévalence inégalée. Le Kwango compte aussi le plus grand nombre de femmes en âge de procréer malnutries (32,1%) avec comme conséquence une transmission intergénérationnelle. 45% des décès des enfants de moins de 5 ans sont liés à la malnutrition<sup>13</sup>.

Plusieurs interventions et réactions des participants à cette conférence ont été enregistrées ; parmi lesquelles « l'impact du parc agro-alimentaire de BUKANGA LONZO sur la nutrition et la sécurité alimentaire au Kwango ».

Une des recommandations de cette conférence demandait de mettre à l'échelle les interventions à haut impact avec nécessité d'intégrer des plates-formes existantes des différents secteurs. (Nutrition, santé, éducation, agriculture)<sup>14</sup>.

Par ailleurs, le Plan de Développement de la province de Kwango montre l'importance de cette structure sociale (le PAI Bukanga Lonzo )de par sa planification dans le domaine agro-pastoral.

L'un des objectifs spécifiques du Plan de Développement est d'assurer une gestion durable des ressources naturelles renouvelables. Selon ce Plan, le sol du Kwango est fertile. Il favorise la pratique de l'agriculture et de l'élevage diversifiés. Il y a la proximité avec la forêt équatoriale. La faiblesse dans le domaine de l'agriculture est l'ignorance de techniques culturales et des cultures appropriées, la sous-utilisation des personnes ressources (ex : les agronomes)<sup>15</sup>

---

11 *Idem*, p.8.

12 Rapport d'entretien avec les Autorités politico-administratives et la Société Civile de Kwango, CERN 2017.

13 Rapport de la Conférence sur le repositionnement de la nutrition comme priorité de développement au Kwango, Kenge 2017.

14 *Idem*

15 République Démocratique du Congo, Plan de Développement de Kwango, Edition 2014.

Pour remédier à cette situation dans le domaine agro-pastoral, plusieurs actions sont prévues entre autres : l'acquisition des tracteurs agricoles et matériels d'attelage, l'implantation des pêcheries modernes, la construction des abattoirs, l'appui aux paysans en unités de transformation des produits agricoles, la réhabilitation des aires de stockage des semences et autres produits agricoles<sup>16</sup>.

## 1.5. Stratégie et moyens<sup>17</sup>

Le plan directeur d'aménagement comprend les éléments suivants :

- Organisation et gestion de l'espace : vu la dimension du PAI Bukanga-Lonzo c'est-à-dire 75.000 hectares (approximativement 3,5 fois plus grande que la ville de Bandundu) et sa diversité opérationnelle, il est important de mettre en place un plan directeur. Ce dernier établit un schéma d'organisation du Parc et de son aménagement tout en exposant les affectations spatiales des différentes composantes d'aménagements en accord avec les conditions géographiques, environnementales et topographiques de chaque zone.
- Le PAI Bukanga-Lonzo est subdivisé en six zones interconnectées les unes aux autres :
  - La zone intelligente : réservée à l'Université Agricole de Bukanga-Lonzo, à la recherche, aux laboratoires et aux champs d'expérimentation ;
  - La Zone de production : elle est destinée à l'exploitation agricole du parc, aux installations et équipements nécessaires liés à ses activités, elle sera constituée de la production végétale, animale et aquacole ;
  - La Zone industrielle : elle est le lieu où seront installées les usines de transformation de tous les produits provenant de la production agricole et animale, elle sera ouverte à toutes les usines d'accompagnement et des services connexes ;
  - La Zone commerciale : elle servira notamment aux transactions d'affaires ainsi qu'à l'achalandage des produits du terroir de Bukanga Lonzo ;
  - La Zone résidentielle : elle sera urbanisée avec tous les services publics habituels ;
  - La Zone aéroportuaire et portuaire : pour permettre l'évacuation des produits et manufacturés du Parc vers le Marché International de Kinshasa.

## 1.6. Situation actuelle

Le 06 octobre 2017, lors de la descente de l'équipe de la Commission Episcopale pour les Ressources Naturelles (CERN) dans le site du Parc Agro-industriel de

---

<sup>16</sup> *Idem*

<sup>17</sup> Société d'Aménagement du Parc Agro-industriel de Bukanga Lonzo « PARCAGRI SA », Le Parc Agro-industriel de Bukanga Lonzo à l'horizon 2021, p.9 et 13, Kinshasa 2016



Bukanga Lonzo, quelques constats sur l'état actuel du projet ont été faits sur base des éléments suivants :

- Les infrastructures construites et les équipements vu grâce à une visite guidée ;
- Les résultats du projet récoltés à travers les entretiens avec le représentant de la Directrice Générale et les témoignages des travailleurs ;
- La situation des travailleurs.

La visite du site du PAI a été précédée par une mission au cours de laquelle les contacts avec les autorités politico-administratives et quelques habitants de la province du Kwango et du Kwilu ont permis de faire un état de lieu sur l'évolution du projet. C'était du 11 au 14 septembre 2017.

### *A. Infrastructures et équipements :*

Les enquêteurs ont pu visiter quelques infrastructures sur le site dont l'état lors de la visite est représenté par les images ci-dessous.



Image 1-2 : Entrepôt et Minoterie



Image 3-4 : Quelques engins



Image 5 : Le silo de stockage de maïs



Image 6 : Un champ pour planter du manioc



Image 7 : Les arroseurs



Image 8 : un germoir.



Image 9-10 : Les installations électriques



Image 11-12 : Le camp des travailleurs : dortoirs et restaurant



Image 13 : Le camp de travailleurs en construction



Image 14 : Le Guest House en construction au bord de la rivière Kwango



Image 15-16 : Le Centre de santé



Image 17 : Avion pour asperger les insecticides



Image 18 : Point de vente des produits Bukanga-Lonzo à Kinshasa

## B. Résultats

Du point de vue du fonctionnement, le PAI a déjà produit 4 saisons de maïs sur environ 2.000 hectares et le manioc pour une saison. Un champ de 2.000 hectares pour le manioc était en phase de plantation de boutures au mois d'octobre 2017 lors de la visite de l'équipe de la CERN.

Seule la ville de Kinshasa était bénéficiaire des produits vendus par le PAI Bukanga Lonzo. Six sur 24 communes de la capitale avait des points de vente installés dans des conteneurs. Les produits vendus jusque-là sont :

- Le maïs transformé en farine (Maïs blanc et jaune, Semoule blanc et jaune, emballés en sacs de 5, 10 et 25 kg).
- Le manioc transformé en farine (emballé en sac de 20 kg).

La production faite jusqu'à présent se réalise sur de petites étendues par manque de moyens. Ceci a permis d'approvisionner les machines en carburant et à faire la maintenance de ces dernières.

## C. Situation des Travailleurs

Au début du projet, le parc avait recruté 700 agents, y compris des journaliers. Une bonne partie était constituée des habitants des villages environnants. Ceux-ci avaient signé un contrat de trois (3) mois au début du projet. Mais après c'est sur base d'un contrat verbal qu'ils ont travaillé. Par manque d'activités, beaucoup de travailleurs ont été mis en congé technique. Au mois d'octobre 2017, seul un effectif de 30 personnes, tous de nationalité congolaise, formés par les sud-africains et par d'autres institutions professionnelles du pays (INPP) ont pris le relais des travaux au sein du site. Le salaire le plus bas était de 105 \$. Pour les cadres, le salaire moyen était de 500 \$. On notait à ce moment un retard de paiement de deux mois (août et septembre 2017). Le parc a un camp de travailleurs qui abrite tous les travailleurs sans distinction. Ceux-ci ont accès à toutes les zones. Chaque travailleur a trois (3) jours de visite familiale à la fin de chaque mois.

Concernant les soins de santé, un médecin est permanent 3 à 4 jours par semaine et les soins qui sont administrés sont les soins primaires aux personnes ayant un problème professionnel (douleur, fièvre, courbature,...). Lors de la visite, le centre n'était pas encore équipé comme cela était prévu.

## **1.7 Impact du projet : profitabilité**

La réalité sur terrain lors de la visite et des interviews organisées, a montré que le projet n'a pas eu d'impact sur les communautés environnantes. Les autorités politico-administratives, ecclésiastiques et les membres de la société civile de la province du Kwango ont fait savoir que le Gouvernement Central avait commis l'erreur de ne les avoir pas associés dans l'exécution de ce projet, alors qu'il devrait être géré normalement conjointement avec les autorités locales. Les personnes interrogées ne savaient pas ce qui se passait dans le PAI Bukanga Lonzo. Le gouvernement provincial ne bénéficiait de rien dans cet investissement.

Le projet dans sa conception devrait répondre aux questions de :

- L'emploi des jeunes des villages environnants. Ceci avait été le cas, mais après un temps la grande partie de ces jeunes était licenciée par manque d'activités au parc.
- La sécurité alimentaire pour lutter contre la malnutrition. Le projet n'avait pas bénéficié à la population locale. Tous les produits étaient envoyés à Kinshasa pour la transformation et la vente. Selon un cadre du Parc, le problème se posait sur la valeur ajoutée des produits. Le Parc ne disposait pas de moulin, il devait recourir à d'autres projets comme le CDI Bwamanda. Par la suite le projet a eu deux moulins, la transformation devrait être fait sur place, les points de vente devraient être disséminés dans les villages environnants.
- La construction des infrastructures modernes (routes, écoles, hôpitaux, marchés,...). Ceux-ci ne sont pas réalisés. Ce qui fait que sur le plan sanitaire les populations locales n'ont pas accès à des soins de santé de qualité. La scolarité est assurée à la mission de Pères du Saint Sacrement. Sinon les enfants parcourent de longues distances pour leurs études. Les conditions sociales ne sont pas améliorées.

Vu que toutes les promesses faites lors de l'inauguration du Parc ne sont pas réalisées, les communautés n'ont bénéficié de rien dans ce projet. Ceci montre que le projet n'a pas été profitable au milieu de son implantation.

## **Viabilité du projet**

Dans sa conception, le projet est viable et devrait répondre à une grande partie de préoccupations socio-économiques de la population de la RDC en réduisant l'importation des produits vivriers et la pauvreté. Ceci est rendu difficile par la politisation de la production précoce qui a mis en déroute l'exécution du projet dont les infrastructures ne sont pas achevées. Les problèmes liés au manque de

transparence dans la gestion des finances par les gestionnaires sous l'influence des autorités politico-administratives sont des facteurs majeurs ayant conduit à un impact négatif dans la viabilité de ce projet.

## **Durabilité du projet**

Au stade actuel, les autorités et les populations locales ont estimé qu'il est difficile de parler de la durabilité car jusque-là le projet n'est pas arrivé au bout de ses objectifs. Dans la conception et selon le discours inaugural, estime la société civile de Kenge, le projet est louable.

## **Duplication du projet**

Partant de l'idée de départ, le projet Bukanga Lonzo est un projet pilote mais qui n'a pas servi d'exemple pour le moment. Il est important d'identifier les problèmes dans la conception et la mise en œuvre, estime un cadre du parc. Les politiques doivent libérer la gestion du parc dans les mains de ceux qui ont la charge d'assumer la responsabilité et mettre des moyens nécessaires pour la finalisation de travaux en cours, a-t-il ajouté.



## Chapitre 2

# LE CENTRE DE DÉVELOPPEMENT INTÉGRAL DE BWAMANDA

### 2.1. Genèse du projet

Le Centre de Développement Intégral de Bwamanda, CDI Bwamanda en sigle, est une Organisation Non Gouvernementale à caractère d'Association sans but lucratif, fondé en 1969 dans la Mission Catholique Bwamanda. Il est considéré comme instrument pour la pastorale de l'église.

Le Centre a connu deux initiatives qui ont contribué à sa réalisation :

- A Bwamanda même, autour du Révérend Père Gerulf Henri EVENS, s'est constitué un groupe de jeunes désireux de travailler pour leur région.
- A Kinshasa, à l'Université Lovanium, se formera un groupe sous la conduite du Révérend Père Léonard Van BAELEN et du Dr Jean Van Mullem pour un projet de Développement Intégral de la région de Bwamanda.

Les deux initiatives constituent la matrice du CDI Bwamanda grâce à l'accompagnement des Pères de l'Ordre de Capucins.

### 2.2. Cadre juridique et institutionnel

Le Centre de Développement Intégral de Bwamanda est créé conformément à l'ordonnance loi 72/061 du 21 février 1972 portant organisation et fonctionnement des ASBL. Il a une personnalité juridique.

La gestion du centre est faite sur base du Manuel de procédure qui détermine le rôle lié à chaque fonction.

### 2.3. Objectif du projet

Dès sa conception et son lancement, le projet a eu pour objectif de contribuer au développement intégral de la population encadrée pour lutter contre la pauvreté et la famine.

Le mot Intégral implique : la croissance économique de la population locale ; l'épanouissement de tout l'homme et de tous les hommes grâce aux activités multisectorielles (Agricole, Médico-sanitaire, Education, Socio-culturel, Techniques, etc.) sans discrimination ni exclusion.



## 2.4. Lieu de réalisation

Le projet est réalisé à Bwamanda dans la province du Sud-Ubangi et à Kinshasa. A Bwamanda la population est accompagnée pour les activités agricoles dont les produits sont vendus à Kinshasa après être transformés. Le projet a été étendu sur demande des populations dans d'autres postes de missions du Diocèse de Molegbe dont à Yakoma, Wapinda, Abumombazi, Bokilio, Bobito, Gemena, Mawuya, Businga ; et à Bumba dans le Diocèse de Lisala, puis à Kuma dans le Diocèse de Budjala.

Compte tenu des impacts des actions du CDI Bwamanda sur la population cible, l'Union Européenne en RDC a demandé au CDI Bwamanda d'exporter son expérience et son expertise du modèle de développement intégral dans d'autres provinces de la RDC.

C'est ainsi que l'Union Européenne a financé l'installation de CDI Bwamanda dans la Province de Bandundu (actuelle province du Kwilu) à MATEKO en 2003.

## 2.5. Stratégie

Pour réaliser ses objectifs, le Centre de Développement Intégral de Bwamanda a deux paquets d'activités :

- Activités Sociales,
- Activités économiques.

### ❖ *Activités sociales*

A travers le social, les activités touchent les secteurs suivants :

#### 1) *Santé*

Le Centre de Développement Intégral de Bwamanda gérait sept zones de santé dans la province de l'équateur, maintenant il a la gestion de trois zones seulement.

Le CDI Bwamanda dispose d'une Mutuelle de santé fonctionnelle depuis 1985 jusqu'à ce jour. Cette mutuelle reste à ce jour un modèle pour l'Afrique centrale. Sa duplication au Rwanda fait aujourd'hui la fierté de ce pays. Ce système de Mutuelle de santé est une expérience réussie par CDI Bwamanda dans le cadre de l'accès universel aux soins en RDC et ceci constitue une marque déposée pour CDI Bwamanda.

Pour garantir les soins, chaque famille contribue avec 1€ (2\$) par an par personne. Donc pour une famille de 7 personnes par exemple, la contribution est de 7€ soit 14\$. Cet argent est géré par la Mutuelle mais gardé dans le compte du CDI Bwamanda. Lorsqu'un membre tombe malade, il est référé à l'hôpital où le 80 % de la prise en charge financière sont assurés par la mutuelle et 20 % par la famille. Selon le Directeur général, chaque année l'affiliation moyenne est de 70.000 à 100.000 affiliés. Il y a quatre (4) hôpitaux au Nord Ubangi et trois (3) au Sud Ubangi sous la gestion du CDI Bwamanda.

Les hôpitaux sont approvisionnés par la CAMENE (Centrale d'Approvisionnement en Médicaments Essentiels pour le Nord Equateur) dont la gestion a été confiée au CDI Bwamanda. Après, pour l'accessibilité géographique à toutes les zones de santé, la Direction a été transférée à Gemena.

## **2) *Hydraulique rurale***

Ce secteur s'occupe du captage d'eau et des forages. Depuis la création du CDI Bwamanda, il y a 700 puits et 150 sources captées.

Le Centre assurait l'entretien et la maintenance de ces puits et forages, par la suite, des techniciens locaux ont été formés et un comité de gestion local a été mis en place. Pour la réalisation de ces travaux, il y a eu des financements de différents partenaires dont le Gouvernement Belge, le Gouvernement Central de la RDC, le gouvernement provincial du Sud Ubangi, la Conférence Episcopale Italienne, l'UNHCR, l'Union Européenne, etc. et des privés.

## **3) *Education***

Le CDI Bwamanda travaille aussi dans le domaine de l'éducation, surtout dans l'enseignement technique, avec des options telles que : la mécanique, l'électricité, l'agronomie, l'enseignement médical.

Le CDI Bwamanda appuie les écoles conventionnées catholiques dans les centres où il est installé.

La Coordination des écoles conventionnées catholiques est sous la gestion du Centre.

Le CDI Bwamanda appuie l'entretien des infrastructures scolaires et fournit des matériels didactiques. Il s'occupe de la formation du personnel enseignant. Dans l'éducation, un accent est mis sur l'éducation des filles.

A côté de l'éducation formelle, le CDI Bwamanda s'investit aussi dans l'éducation non formelle avec des centres d'alphabétisation pour les adultes et des centres de métiers pour la récupération des enfants désœuvrés et des filles-mères.

## **4) *Entretien de routes***

Le Centre dispose des engins et d'un service de cantonnage manuel. Il y a aussi des jeunes des villages qui sont regroupés en associations que le Centre encadre avec ses propres moyens ou avec un financement de différents partenaires.

### **❖ *Activités économiques***

Les activités économiques du Centre sont plus basées sur la filière agricole car la population accompagnée par CDI Bwamanda est essentiellement à vocation agricole. Il y a comme activités :

- L'accompagnement des paysans et leur structuration en organisations paysannes ;

- La distribution des semences améliorées et des outils agricoles aux ménages agricoles ;
- L'encadrement technique des producteurs par les agronomes et agents de développement de CDI sur les bonnes pratiques culturales ;
- L'achat du surplus de la production agricole des paysans, transformation et la vente sur le marché de consommation.

Deux objectifs sont assignés à cette stratégie :

- Améliorer la sécurité alimentaire de la population ;
- Donner des revenus aux paysans par la commercialisation du surplus de leur production. Ce qui leur permet de payer les services sociaux de base (frais scolaires des enfants, soins médicaux de la famille, construction de l'habitat décent, etc.).

## **2.6. Méthode de travail**

La méthode appliquée dans le domaine agricole est la sensibilisation de la population sur la production agricole par les agents de développement. Au début du projet, le CDI Bwamanda distribuait des intrants pour soutenir la production. Mais actuellement, par insuffisance de financement extérieur, l'appui à la sensibilisation pour la production agricole a diminué. Après la production agricole, le CDI Bwamanda accompagne les paysans à travers l'achat de leurs produits agricoles, les transforme et les fait écouler sur les marchés locaux et à Kinshasa. Les revenus de leurs produits leur permettent de payer les soins médicaux, la scolarité des enfants, la construction des maisons en matériaux durables et de subvenir à d'autres besoins primaires. Certains paysans ont créé leurs propres initiatives comme l'achat de produits agricoles auprès d'autres paysans, puis la revente au CDI Bwamanda.

L'accompagnement consiste à encourager les paysans à produire plus de sorte à avoir une quantité pour les besoins alimentaires du ménage et le surplus pour la vente afin d'avoir des revenus permettant de couvrir différents besoins.

### **2.6.1. Produits encadrés**

Les produits encadrés sont d'une part les cultures entrant dans les habitudes alimentaires (maïs, arachides, manioc, riz, niébé, soja introduit par le CDI) et d'autre part les cultures pérennes (café et huile de palme).

Les produits sont écoulés dans les marchés locaux, les marchés frontaliers et à Kinshasa. Seul le café était exporté en Belgique lorsque la production était bonne.

Les camions du Centre transportent les produits achetés auprès de paysans jusqu'au centre de stockage pour le premier traitement. Pour le café : on utilise la décortiqueuse humide ou sèche.

### **2.6.2. Infrastructures**

Le CDI Bwamanda a des infrastructures bien entretenues : centres de traitement, ports, bateaux, baleinières, minoteries, hôpitaux, etc.

Il y a des centres de traitements dans les provinces et à Kinshasa. Le centre de Kinshasa traite le café et le maïs. Il y a des ports à 25 km de Bwamanda, à 250 km d'Akula et à Kinshasa. Une partie du port de Kinshasa a été vendue pour payer quelques dettes et des arriérés de salaire. Le Centre dispose de deux bateaux et de quatre baleinières qui ont été acquis grâce à un projet financé par la Coopération Belge et l'Union Européenne.

Le montage des projets prend en compte toute la filière :

- La production des semences ;
- L'organisation des agromultiplicateurs ;
- L'encadrement des agronomes.

### **2.6.3. Elevage**

Le CDI élève la volaille. Des poussins d'un jour importés de l'Europe ont été transportés par avion jusqu'à Bwamanda. Après, le Centre s'est procuré des couveuses pour produire sur place. Il achetait des œufs fécondés des races améliorées puis procédait à la vente localement. La population avait bénéficié de l'accompagnement du CDI Bwamanda. Avec la guerre de la libération (1996-1997), le Centre a été victime de pillages qui ont occasionné une perte énorme des infrastructures et des capitaux.

Pour relancer le projet de volailles, il faut de nouvelles couveuses car celles qui sont là consomment beaucoup de carburant. Grâce à l'université d'Anvers, le Centre produit le biocarburant sur base d'huile de palme.

### **2.6.4. Services techniques et logistiques**

Le CDI dispose de différents types de services : Garages, Engins, Services administratifs et financiers, Service de support du Développement rural, Service de Sensibilisation économique et sociale.

## **2.7. Situation actuelle**

Le Centre de Développement et d'Intégration de Bwamanda est actuellement dans d'autres paroisses sur demande de paysans. Au Nord de l'Equateur, il y a 10 centres. Dans la province du Bandundu, précisément à Mateko, il y a un centre depuis 2003 sur demande des partenaires de l'Union Européenne.



Images 19-20 : La minoterie du CDI Bwamanda à Kinshasa

## 2.8. Sources de financement :

### 2.8.1. *Bailleurs de fonds :*

Les ressources financières du Centre viennent entre autres des bailleurs de fonds et du service agricole. Les partenaires financiers qui viennent souvent en aide au Centre sont : l'Union Européenne, le Gouvernement Belge, le Gouvernement Congolais (PARRSA), Miséreor, CEBEMO, la Banque Mondiale, le Fonds Mondial, SANRU, Cordaid.

### 2.8.2. *Secteur agricole :*

Les revenus de Secteur agricole sont constitués de la marge sur la vente des produits agricoles. Ils sont réinvestis dans les services sociaux ou les activités sociales comme cofinancement du CDI Bwamanda pour compléter les financements des bailleurs de fonds extérieurs. Cette marge sert aussi à supporter les coûts structurels du CDI Bwamanda.

Pour le moment le CDI Bwamanda a un grand nombre d'infrastructures de base partout où sont implantées ses activités. Ses infrastructures sont composées des :

- Ecoles (primaires, secondaires, professionnelles) ;
- Structures sanitaires (centres de santé, hôpitaux, postes de santé) ;
- Ateliers mécaniques, électromécaniques, coupe et couture, etc.
- Usines de transformation (moulins et autres machines) ;
- Routes de dessertes agricoles (dans chaque coin qui relie les villages) ;
- Ports ;
- etc.

Malgré tout cet arsenal, le CDI a connu de moments très difficiles dans son histoire. Ces difficultés avaient des causes exogènes et endogènes.

### **2.8.1. Causes exogènes**

1. Guerre de 1996-1998 : pillages ;
2. Bailleurs de fonds : crise financière de 2008 et régression de financement ;
3. Naissance de plusieurs ONG œuvrant dans le même domaine au niveau national.

### **Causes endogènes**

1. Le café :
  - Problème de commercialisation au niveau mondial : chute de prix ;
  - Problème de production : la maladie Trachéomycose qui a touché les plantations de café. Cette maladie avait découragé les paysans que le CDI encadre. La solution à cette maladie a été apportée par l'INERA. Maintenant la production reprend petit à petit.
2. Le maïs a connu la concurrence du maïs asiatique. Les partenaires ont plutôt amené le maïs au lieu d'encourager la production locale ;
3. Le management et le pléthore du personnel.

### **2.8.3. Restructuration du CDI en 2013**

En cette année, le CDI avait connu de nombreux problèmes liés au nombre du personnel et au manque de partenaires financiers. C'est ainsi que le Conseil d'Administration s'était décidé de réduire la charge par :

- la création d'une nouvelle ONG par le démembrement du CDI ;
- le CDI est resté au Sud Ubangi, Kinshasa et Mateka ;
- l'assainissement du personnel conformément aux lois du pays ;
- la vente d'une partie de la concession du port de Kinshasa pour payer le passif : arriérés de salaire, dettes bancaires ;
- le changement du Management du CDI en 2013.

Face à ceci, de nouvelles missions ont été confiées à la direction. Actuellement les activités sont plus focalisées sur la Santé et l'agriculture. C'est la santé qui reçoit le plus de financements.

La structure actuelle de CDI Bwamanda est souple et légère. Il n'y a plus d'arriérés de salaires pour le personnel, par exemple.

## **2.9. Profitabilité du projet**

Le projet a été conçu pour la population. C'est ce qui fait que toute la population est impliquée dans cette action d'une manière directe ou indirecte. Le projet profite à la population lorsque le CDI achète leurs produits agricoles. Les paysans sont

capables de se prendre en charge et de résoudre les questions sociales de base (scolarité des enfants, soins de santé, nourriture, etc.). Les infrastructures sont construites et réhabilitées au profit de la population : les routes de desserte agricole, les écoles, les centres de santé, qui recourent à la main d'œuvre dans tous les domaines d'intervention.

Au début, le CDI Bwamanda avait plus de 500 employés avec un salaire moyen de 200 \$/mois. A part le service médical qui garde l'effectif de son personnel, ceux d'autres services ont sensiblement baissé suite au financement dégressif de certains partenaires ou au manque de financement d'autres. Après la restructuration de CDI Bwamanda, le personnel repris sur les projets signe un contrat de travail à durée déterminée conformément à la durée du projet sur lequel il travaille.

## **2.10. Viabilité**

Voici quelques éléments qui permettent d'apprécier la viabilité du projet :

- Il implique les paysans eux-mêmes à leur développement ;
- Le CDI est là non pas pour cultiver le champs mais pour accompagner la population en achetant ses produits ;
- Les infrastructures mises en place répondent aux besoins des communautés locales ;
- La stratégie d'intervention permet au projet de répondre à plusieurs besoins d'ordre social depuis son existence.

## **2.11. Durabilité et duplication**

En ce qui concerne la durabilité et la duplication du projet, il est à signaler que le Centre de Développement Intégral de Bwamanda est une action durable par le fait que la population continue à produire. D'autres paysans achètent puis revendent les produits au CDI. Le projet date de plusieurs années. Actuellement il totalise 50 ans. C'est un modèle pour d'autres provinces du fait qu'il y a déjà plusieurs branches dans certaines missions et dans la province de l'ex-Bandundu qui ont réussi.

## Chapitre 3

### LE SERVICE NATIONAL

#### 3.1 Genèse du projet

Le Service National est un organisme public spécialisé, créé par le Décret-loi n° 032 du 15 octobre 1997, du Président Laurent Désiré Kabila, conformément à la déclaration de prise du pouvoir par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (A.F.D.L) le 17 mai 1997. Le Service National est placé sous tutelle de la Présidence de la République. C'est un organe paramilitaire d'éducation, d'encadrement et de mobilisation civique et patriotique en vue de la reconstruction du pays<sup>18</sup>.

Selon la vision du Président Laurent Désiré Kabila, le Service National a pour mission<sup>19</sup> :

- D'organiser sur l'ensemble du territoire national des Centres d'Encadrement, de Production et d'Appui à la Reconstruction et au Développement « CEPARD ». Ces centres sont destinés à accueillir les jeunes filles et jeunes garçons désœuvrés ;
- De donner à cette jeunesse désœuvrée : la formation à la citoyenneté positive, l'initiation aux travaux de production agricole, la formation professionnelle en arts et métiers ;
- De transformer les CEPARD en pôles de développement intégré, creusets de valeurs civiques et patriotiques, lieux de brassage et intégration des jeunes venus des différents horizons, couches sociales et ethniques pour leur inculquer les valeurs socioculturelles d'amour du pays, de solidarité, de tolérance, de justice, de démocratie, d'alternance, de volontariat et d'équité. Ce sont des pépinières des futurs acteurs du développement intégré, laboratoires grandeur-nature pour expérimenter les recettes, les idées et les théories relatives au développement du pays, catalyseurs de l'exode urbain, cadre idéal d'épanouissement des talents inhibés ;
- D'encadrer les militaires et les fonctionnaires en fin de carrière en vue de leur insertion dans les pôles de développement intégré et leur participation à la reconstruction nationale ;
- D'organiser le service obligatoire pour les finalistes des instituts supérieurs et des universités en vue de venir en aide à certaines régions déshéritées du notre pays.

---

18 Décret-loi n°032 portant création du Service National, en abrégé « S.N. »

19 *Idem*



C'est ainsi qu'en 1998 lorsque la guerre du RCD est entrée à Kinshasa, les jeunes ont été arrêtés et transférés à Kaniama-Kasese, premier site d'expérience où ils ont été encadrés et formés aux valeurs patriotiques et nationalistes ainsi qu'à l'auto prise en charge par l'agriculture et l'élevage<sup>20</sup>.

### **3.2. Cadre juridique et institutionnel**

Le Service National est régi par le Décret-loi n°032 du 15 octobre 1997, portant création du Service National.

C'est un organisme public spécialisé avec autonomie administrative et financière avec un statut qui nécessite une révision pour assurer un fonctionnement de cette institution. Il est placé sous la Haute Autorité du Président de la République.

Le Service National a comme organes : le Commandement Central et les 11 Antennes provinciales. Maintenant il doit y en avoir 26.

Le Commandement Central est dirigé par un Commandant nommé et relevé le cas échéant de ses fonctions par le Président de la République. Il est secondé par 3 chefs de département qui sont : le Chef de Département de la Conscience, le Chef de Département de la Vigilance, le Chef de Département de la Défense civile. Le Commandant est assisté dans l'exercice de ses fonctions d'un collège de conseillers, d'un Secrétaire Général, de 11 coordonnateurs provinciaux qu'il nomme après approbation du Président de la République<sup>21</sup>.

### **3.3. Objectif du Service National<sup>22</sup>**

En juin 2018, le Service National s'est assigné comme objectifs prioritaires :

1. Récupérer et remettre en valeur toutes les unités agro-pastorales actuellement en abandon et en décomposition ;
2. Réhabiliter et créer de petites industries de transformation, de conservation et de commercialisation attenant à ces unités agro-pastorales ;
3. Créer un réseau émaillé des centres CEPARD couvrant l'ensemble du pays, préfiguration du tissu industriel national ;
4. Mobiliser tous les jeunes finalistes de l'enseignement secondaire en les faisant passer par le Service National.

---

20 Entretien avec un haut cadre du Service National chargé de la formation.

21 Décret-loi n°032 portant création du Service National, en abrégé « S.N. »

22 Présidence de la République, Cahier des opportunités de partenariat avec le Service National, p.2, Kinshasa 2017



Images 21 : Un Directeur du Service National dans un champ de maïs



Images 22 : Ingenieur Kabasele devant la plante fertilisante juncao

### 3.4. Stratégie et moyens<sup>23</sup>

Le Service National travaille sur deux systèmes : la production en régie et la production indirecte.

Pour la production en régie, le Service National produit grâce à ses ouvriers. Les résultats de la production sont gérés par le Service commercial du Service National et sont commercialisés. C'est un système de production interne, c'est-à-dire le Service National exploite ses sites, récolte les produits agricoles, les vend à de prix accessibles dans les grandes agglomérations et dans les villages.

La production indirecte c'est le plus grand axe et l'optique même du Service National. Ce système associe la population dans la production par son encadrement et la subvention. Le Service National travaille avec les paysans soit dans leurs propres sites, soit dans ses sites en leur octroyant des tracteurs et toutes les facilités pour la production. Ensuite le Service National rachète les produits de paysans et les met sur le marché. Le Service National a travaillé aussi dans le cadre des infrastructures routières pour l'écoulement de recettes agricoles. A l'époque du Général KALUME, le Service National avait travaillé avec l'Office des routes et l'instauration du système de cantonnier-plantier pour l'entretien des routes.

La stratégie de cantonnier-plantier consiste à responsabiliser les paysans tout au long de la route. Chaque matin ils doivent voir l'état des routes avant d'aller au champ. Le Service National leur octroie des champs.

### 3.5. Lieu de réalisation

Le Service National est implanté dans toute la République Démocratique du Congo. Actuellement il y a 20 sites répartis dans 15 provinces<sup>24</sup>.

N°	Province	Site
01	Equateur	Mbandaka
02	Haut-Lomami	Kamina
		Kaniama
		Malemba-Nkulu
03	Kasaï	Luiza
04	Kasaï Central	Mweka
05	Kasaï Oriental	Kashile
06	Kinshasa	Menkao-Mose
07	Kongo Central	Kinzau-Mvute
		Nkundi
08	Kwango	Feshi
09	Lomami	Ngandajika

<sup>23</sup> Entretien avec un haut cadre du Service National chargé de la formation.

<sup>24</sup> Monographie su Service National de la République Démocratique du Congo, Kinshasa, 2017

10	Maniema	Kindu
11	Mongala	Bumba
12	Nord-Kivu	Kiwanja
13	Sud-Kivu	Uvira
14	Tanganyika	Kalemie
		Kongolo
		Moba
15	Tshopo	Kisangani

### 3.6. Situation actuelle

Les contraintes qui empêchent le Service national à utiliser tout son potentiel en matière de production sont à ce jour :

- Le manque de machines et de matériels agricoles (tracteurs, charrues, herses, semoirs, épandeurs d'engrais, moissonneuses-batteuses, etc.) ;
- Le manque des intrants agricoles appropriés (semences améliorées, fertilisants organiques et chimiques, pesticides, etc.)<sup>25</sup>

Le Service National occupe une superficie agricole d'environ cent quarante-cinq mille quatre-cents vingt hectares (145 420 ha) où se réalisent diverses cultures en tenant compte des spécificités édapho-climatiques de chaque province.

Il convient de noter que la formation des jeunes ne se fait pas comme au départ où ils étaient recrutés dans toutes les provinces.

---

<sup>25</sup> Service National, Carte postale du Service National présentée à l'occasion de la visite des investisseurs Brésiliens, p. 4, Kinshasa 2018.

Le tableau ci-dessous donne des informations sur les différents sites<sup>26</sup>.

N°	Province	Centre	Brève description	spécialité
01	Equateur	Mbandaka	C'est un centre de pêche dont l'Antenne est située dans la ville de Mbandaka.	Pêche
02	Haut-Lomami	Kamina	Le centre est situé près de la ville de Kamina	Maïs, arachide, bananier.
		Kaniama	Le centre est implanté dans le territoire de Kaniama sur une concession de 60 000 ha.	Maïs, arachide, haricot.
		Malemba-Nkulu	Le CDI de Malemba-Nkulu est situé sur la rive gauche du fleuve Congo, dans le territoire de Malemba-Nkulu.	Maïs, arachide.
03	Kasaï Central	Luiza	Situé à Masuika à 40 Km de Luiza avec une superficie de 300 ha.	Maïs, riz, arachide, manioc
04	Kasaï	Mweka	Comporte deux sites : Benalongo avec 300 ha à 20 Km de la cité de Mweka et Pembeangu avec 200 ha à 105 Km de la cité de Mweka.	Maïs, manioc, niébé.
05	Kinshasa	Menkao-Mose	Le centre a une superficie de 6600 ha dont 2000 ha propices à l'élevage.	Manioc, arachide, patate-douce.
06	Kasaï Oriental	Kashile	A 49 km de Mbuji-Mayi	Manioc, maïs, arachide, patate-douce.
07	Kongo Central	Kinzau-Mvuete	Situé à Kibuatu soit à 17 Km de Kinzau-Mvuete sur une superficie de 400 ha.	Arachide, manioc, maïs, bananier, palmier à huile.
		Nkundi	Situé dans le territoire de Luozi	Maïs, riz, arachide, manioc, soja, haricot
08	Kwango	Feshi	Situé dans le chef-lieu du territoire de Feshi. Ce centre a deux sites pour une superficie de 22 000 ha.	Maïs, manioc, élevage de bovin.

26 Présidence de la République, Cahier des opportunités de partenariat avec le Service National, p.4-7, Kinshasa 2017

09	Lomami	Ngandajika	Situé dans le Centre de l'INERA à Ngandajika avec deux sites respectivement à 21 Km à Mwanzangudia avec 100 ha et à 15 Km à Musakatshi avec 80 ha.	Maïs, manioc, patate-douce
10	Maniema	Kindu	Le site est situé à 10 Km de la route LUKANDU, dans l'interland de Kindu.	Maïs, riz, arachide, manioc
11	Mongala	Bumba	Le centre est composé de deux sites : le site de Loeka à 40 Km avec 1000 ha et Medina à 6 Km avec 240 ha.	Riz, maïs, igname, arachide, soja.
12	Nord-Kivu	Kiwanja	Le centre est dans le territoire de Rutshuru à 69 Km de la ville de Goma.	Haricot, arachide
13	Sud-Kivu	Uvira	Le Centre est situé à 126 Km de Bukavu avec deux sites dont BUEGERA avec 300 ha et KAMANYOLA avec 240 ha.	Maïs, manioc.
14	Tanganyika	Kalemie	Le site est situé dans le territoire de Kalemie	Maïs, arachide, pêche
		Kongolo	Situé à Kongolo	Maïs, arachide, riz
		Moba	Le site est dans le territoire de Moba, ses activités ont commencé lors de la campagne agricole 2014-2015.	Maïs, arachide, pêche
15	Tshopo	Kisangani	Situé sur la route Ubundu au PK 16.	Bananier, manioc, maïs.



II<sup>ème</sup> Partie

**ANALYSE ET REGARD DE LA CERN SUR LES TROIS  
PROJETS AGRICOLES**





## Chapitre 4

### **TABLEAU COMPARATIF DES TROIS MODÈLES DE PROJETS AGRICOLES**

Au vu des éléments recoltés pour les trois projets agricoles dans la République Démocratique du Congo dont deux modèles étatiques (financés et gérés par l'Etat Congolais) et un modèle non-étatique (privé, financé par les bailleurs extérieurs et l'Etat congolais), la CERN s'est proposée de faire une analyse objective pour une relance économique basée sur l'agriculture.

Les aspects suivants ont été pris en compte pour évaluer la chance de réussite des projets agricoles en RD Congo :

- le type d'investissement ;
- le financement ;
- les objectifs ;
- le mode de production ;
- le nombre de site ;
- les produits concernés ;
- les changements obtenus ;
- les contraintes dans la mise en œuvre ;
- les forces ;
- les faiblesses.

N°	ELEMENTS DESCRIPTIFS	PAI-BUKANGA LONZO	CDI BWAMANDA	SERVICE NATIONAL
01	<b>Type d'investissement</b>	Public	Privé	Public
02	<b>Financement</b>	Gouvernement de la RDC et AFRICOM	Partenaires nationaux, internationaux et Gouvernement de la RDC	Gouvernement de la RDC
03	<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la sécurité alimentaire</li> <li>- Créer des emplois</li> <li>- Accroître la productivité agricole</li> </ul>	Contribuer au développement intégral de la population encadrée pour lutter contre la pauvreté et la famine.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- D'organiser sur l'ensemble du territoire national des Centres d'Encadrement, de Production et d'Appui à la Reconstruction et au Développement « CEPARD ». Ces centres sont destinés à accueillir les jeunes filles et jeunes garçons désœuvrés ;</li> <li>- De donner à cette jeunesse désœuvrée : la formation à la citoyenneté positive, l'initiation aux travaux de production agricole, la formation professionnelle en arts et métiers ;</li> <li>- De transformer les CEPARD en pôles de développement intégré, creusets de valeurs civiques et patriotiques, lieux de brassage et intégration des jeunes venus des différents horizons, couches sociales et ethniques pour leur inculquer les valeurs socioculturelles d'amour du pays, de solidarité, de tolérance, de justice, de démocratie, d'alternance, de volontariat et d'équité. Ce sont des pépinières des futurs acteurs du développement intégré, laboratoires grandeur-nature pour expérimenter les recettes, les idées et les théories relatives au développement du pays, catalyseurs de l'exode urbain, cadre idéal d'épanouissement des talents inhibés ;</li> <li>- D'encadrer les militaires et les fonctionnaires en fin de carrière en vue de leur insertion dans les pôles de développement intégré et leur participation à la reconstruction nationale ;</li> <li>- D'organiser le service obligatoire pour les finalistes des instituts supérieurs et des universités en vue de venir en aide à certaines régions déshéritées du notre pays.</li> </ul> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Récupérer et remettre en valeur toutes les unités agro-pastorales actuellement en abandon et en décomposition ;</li> <li>2. Réhabiliter et créer de petites industries de transformation, de conservation et de commercialisation attendant à ces unités agro-pastorales ;</li> <li>3. Créer un réseau émaillé des centres CEPARD couvrant l'ensemble du pays, préfiguration du tissu industriel national ;</li> <li>4. Mobiliser tous les jeunes finalistes de l'enseignement secondaire en les faisant passer par le Service National.</li> </ol>

04	<b>Mode de production</b>	Production directe par le Parc à travers son espace d'exploitation.	Production indirecte par l'encadrement de la population et achat de ses produits pour la transformation et la (mise en valeur) vente.	Production indirecte par l'encadrement des paysans et des jeunes, notamment les jeunes desoeuvrés.  La production en régie ou directe avec les engins et la main d'œuvre du Service National.
05	<b>Nombre de sites</b>	Jusqu'à un seul site dans le secteur de Bukanga Lonzo	Actuellement 10 centres dans le grand Equateur et un centre à Mateko dans le grand Bandundu. Au total 11 Centres.	20 sites sur toute l'étendue de la République Démocratique du Congo
06	<b>Produits concernés</b>	Production de maïs et manioc	Maïs, arachides, manioc, riz, niébé, soja, café, huile de palme  Elevage de volailles	Maïs, manioc, arachide, banane, riz, niébé, patate douce, palmier à huile, haricot, soja, igname,  Elevage de bovins, pêche.
07	<b>Changements obtenus</b>	Aucun changement obtenu à part les infrastructures construites.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Croissance économique de la population locale grâce aux activités multisectorielles (agriculture, socio-culturelle, éducation, technique, santé)</li> <li>- Implication de la population dans les activités agricoles</li> <li>- Mise en place des infrastructures sociales de base (écoles, hôpitaux, routes, forages d'eau, etc.)</li> <li>- Capacité de la population à répondre aux questions sociales de base (santé, éducation, nourriture, logement, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avec le système de production indirecte par l'encadrement de la jeunesse, plus de 1 200 jeunes sont devenus des responsables et se sont lancés dans les activités agricoles.</li> <li>- Avec le système de production directe, le SN produit selon ses moyens pour nourrir un grand nombre de populations rurales.</li> </ul>

08	<b>Contraintes dans la mise en œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mode de gestion politisé</li> <li>- Détournement de fonds consacrés à l'investissement par "des politiques"</li> <li>- Une production précoce mettant en faille le projet</li> <li>- Le non-respect des étapes de la mise en œuvre du projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pillage (guerre de 1996-1998)</li> <li>- Crise financière de 2008 et régression de financement</li> <li>- Chute du marché du café et la maladie Trachéomycose qui touche le café.</li> <li>- Concurrence de maïs local avec le maïs asiatique qui est amené au lieu d'encourager la production locale.</li> <li>- Difficultés de prise en charge du personnel pléthorique ayant poussé à la restructuration du CDI</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Guerre du R.C.D. et du MLC de 1998</li> <li>- Manque de Financement</li> <li>- Manque des équipements et engins pour assurer une production industrielle ou semi-industrielle</li> <li>- Manque d'infrastructures routières pour accéder aux sites dans différentes provinces.</li> <li>- Lourdeur administrative qui caractérise les services de l'État et qui les expose à toutes les tares qui minent le secteur public dont la corruption et la mauvaise gestion, le détournement des fonds</li> </ul>
09	<b>Forces</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Machines et matériels agricoles de très bonne qualité,</li> <li>- Production industrialisée</li> <li>- Disponibilité de l'énergie électrique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Politique d'encadrement de la population mise en place</li> <li>- Bonne gestion administrative et financière</li> <li>- Structuration du CDI Bwamanda</li> <li>- Infrastructures propres (usines de transformation, ports, ateliers, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Présence de sites fertiles pour l'agriculture,</li> <li>Une administration dynamique</li> <li>- Une bonne politique dans la production, l'encadrement agricole des paysans et jeunes, le système de cantonnier - planteur.</li> <li>- Une production capable d'alimenter la Reserve Stratégique</li> </ul>
10	<b>Faiblesse</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Politisation du projet</li> <li>- Mauvaise gestion financière (détournement)</li> <li>- Non-implication des autorités et des populations locales</li> <li>- Mauvaise politique dans la mise en œuvre du projet</li> <li>- Non-respect du contrat avec les entreprises exécutantes du projet par le Gouvernement</li> <li>- Conflits de terre avec les populations locales.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible capital d'investissement</li> <li>- Dépendance envers les bailleurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque/insuffisance des machines et matériels agricoles (tracteurs, charrues, herse, semoirs, épandeurs d'engrais, etc.)</li> <li>- Manque des intrants agricoles appropriés (semences améliorées, fertilisants organiques, pesticides, etc.)</li> <li>- Manque/insuffisance de Financements.</li> <li>- Manque des usines de transformation</li> </ul>

## Chapitre 5

# CONSTATS DE LA CERN SUR LES TROIS MODÈLES DE PROJETS AGRICOLES

### 5.1. Le PAI Bukanga-Lonzo

Le Gouvernement congolais, à travers le Projet Agro-industriel de Bukanga Lonzo, considéré comme projet pilote pour la relance agricole, avait investi 150 millions de dollars américains. Un contrat de partenariat avait été signé avec la société Sud-africaine AFRICOM COMMITIDIES Ltd. Ce projet bien conçu et plébiscité par les politiques congolais, avait attiré l'attention de toute la population congolaise en général et celle de la province de Kwango en particulier. Malheureusement il n'a pas atteint ses objectifs. Cependant il avait été présenté comme une solution durable pour cette province connue comme province de « Konzo » (malnutrition) dans le monde afin lutter contre la pauvreté dans ce milieu.

Plusieurs facteurs entrent en compte pour l'échec de projet. Ce qui le fait considérer comme « Un éléphant blanc ».

Le rapport d'audit d'Ernest et Yung soulève une question sur la transparence dans la gestion de fonds où il a dénoncé la mainmise des politiques congolais dans ce projet.

Pour sa part, la LICOCO a dénoncé les faiblesses suivantes :

- Le partenaire n'a pas mis en place localement de système comptable et financier, d'organisation administrative, de gestion de stocks et informatique afin d'assurer un contrôle interne permettant une gestion efficace et transparente des opérations de la société ;
- Le rapport financier préparé par le partenaire AFRICOM COMMODITIES Ltd n'est pas présenté sous format des états financiers conformément au plan comptable OHADA d'application en RDC depuis le 1er Janvier 2014 ;
- La procédure de passation des marchés n'a pas été respectée.

Vu cette mauvaise gestion de la chose publique, le Parc Agro-industriel de Bukanga Lonzo, n'a pas été viable dans sa mise en œuvre pour les différentes raisons avancées plus haut. Il n'a pas profité à la population locale ni congolaise. Il a plutôt profité à certains acteurs politiques. Il n'a pas servi de modèle pour être dupliqué dans d'autres provinces.

Par contre ses infrastructures qui sont abandonnées (engins, bâtiments construits, etc.) peuvent servir des atouts pour la relance de cette initiative sous d'autres formes car la population locale reste optimiste à la réussite de ce projet pour son bien être

dans la création de l'emploi, la sécurité alimentaire, l'éducation des jeunes, les soins de santé, etc.

## **5.2. Le Service National**

Par le Décret-loi n°032 du 15 octobre 1997 créant le Service National, l'Etat avait mis en place un modèle spécial d'encadrement de la jeunesse et de production agricole. Le Service National a comme objectif principal l'encadrement de la jeunesse dans le domaine agro-pastoral. Les témoignages recueillis montrent que cette initiative a fait ses preuves dans le domaine d'encadrement de la jeunesse et de la production agricole. Mais il est abandonné depuis un bon bout du temps sans financement. Si la situation sécuritaire a eu des effets négatifs sur le Service National, les difficultés de gestion ne sont pas non plus à écarter.

Cette structure étatique est dotée de plusieurs sites sur toute l'étendue du territoire national. Actuellement, trois sites sont en mouvement : Kaniama-Kasese en province du Haut-Lomani, Menkao en province de Kinshasa et Nkundi en province du Kongo Central.

Les faiblesses qui rongent le Service National sont surtout le manque de financement et des infrastructures appropriées pour la production, le stockage, la transformation et l'écoulement des produits agricoles sur les marchés.

Le Service National à travers son volet « encadrement de la jeunesse » permettrait de réduire les phénomènes Kuluna et chegués, ainsi que l'exode rurale. Or cette branche n'est pas exploitée pour le moment par manque de financement.

La politique d'accompagnement et d'encadrement des paysans permet l'exploitation du sol par ses propriétaires à travers l'agriculture. Cela réduit les conflits des terres. Les paysans arrivent à cultiver sur les grands espaces pour leur survie et leur investissement. En même temps, ils peuvent entretenir les routes de desserte agricole.

Avec ses deux politiques de la production directe et indirecte, le Service National a su, pendant un temps, répondre aux problèmes de la faim et de l'encadrement de la jeunesse.

Avec ces atouts, notamment les sites disponibles, les cadres formés, l'adaptation du modèle aux besoins d'encadrement de la jeunesse par sa valorisation et la formation civique, patriotique, morale et technique, le soutien aux paysans, le Service National, pourrait être utile à plusieurs égards au pays. Ce qui en fait un modèle recommandable.

## **5.3. Le CDI Bwamanda**

Le projet CDI Bwamanda est un modèle privé. Il travaille dans un système de production indirecte. Grâce à ses résultats et à sa résistance au fil des ans, 50 ans, ce modèle réunit des atouts pour se classer parmi les types de projets recommandables pour l'investissement en agriculture. Son fonctionnement, son mode de gestion, sa

capacité d'adaptation sont des indicateurs suffisamment objectifs. Malgré de multiples contraintes, le projet a pu résister aux turbulences. La présence des infrastructures de qualité est un élément de preuve que le projet est viable. En ce qui concerne la rentabilité, le CDI Bwamanda facilite à la population l'accès aux services sociaux de base à travers ses infrastructures et son accompagnement. Ce système a permis à la population de s'investir dans l'agriculture. Du point de vue de la pérennité, le projet a montré ses avantages dans les domaines économique, social et humain, c'est-à-dire qu'il y a une économie locale tenue par les paysans, une vie sociale équilibrée à travers les infrastructures durables. L'homme est formé pour investir avec son propre capital agricole.

Mis à part les contraintes financières, le modèle réunit un bon nombre d'éléments le plaçant parmi les modèles recommandables pour la diversification de l'économie en République Démocratique du Congo.





## CONCLUSION

La présente étude était d'abord une monographie qui s'intéressait essentiellement au Parc agro industriel de Bukanga Lonzo comme concrétisation de l'initiative du Gouvernement de la RDC de pouvoir diversifier l'économie du pays, reposant jusqu'à ces jours essentiellement sur l'exploitation minière, en choisissant d'investir aussi dans le domaine de l'agriculture. Pour faire face à la chute des cours des matières premières, le Gouvernement de la RDC avait pris, en janvier 2016, vingt-huit mesures urgentes pour la stabilisation et la relance économique. La 17<sup>e</sup> mesure portait sur « la création de trois zones économiques spéciales et l'essaimage des parcs agro-industriels dans les provinces, l'encadrement des paysans ainsi que la diversification et l'intensification de la production agricole ».

La création du Parc agro-industriel de Bukanga Lonzo avait été fortement médiatisée et avait suscité beaucoup d'espoir dans la population, spécialement celle de la Province du Kwango, très affectée par la malnutrition et la famine. L'évolution peu rassurante de cette initiative a amené plusieurs structures à s'intéresser au projet et à alerter le Gouvernement sur un éventuel échec du projet suite à une mauvaise gestion. La CERN a été l'une de ces structures. Cependant, plusieurs publications ayant déjà paru à ce sujet annonçant l'échec du projet suite aux raisons précitées, la CERN a estimé utile de ne pas se limiter au constat d'échec.

C'est ainsi que l'orientation de l'étude a évolué d'une monographie en une étude comparative de quelques projets agricoles. En plus du Parc agro-industriel de Bukanga Lonzo, trois autres projets avaient été visés pour en ressortir les forces et les faiblesses et formuler des propositions pour une amélioration des projets concernés, mais aussi pour ressortir des éléments susceptibles d'orienter le Gouvernement dans son choix de diversification de l'économie à travers notamment le secteur agricole. Les trois autres projets étaient : le projet des Grands Elevages implanté à Boma dans le Kongo Central, le projet CDI Bwamanda, ayant son siège principal à Bwamanda, dans la province du Sud Oubangi, et le projet Service National placé sous la responsabilité de la Présidence de la République. Il s'agissait donc de deux projets de l'Etat et de deux projets privés. Malheureusement, malgré la rencontre très chaleureuse avec le Directeur Général des Grands Elevages, les informations utiles et la visite prévue n'ont pu être obtenues. L'analyse de la CERN a donc porté sur les trois autres projets.

A la suite des informations obtenues et des visites organisées dans les bureaux de ces trois projets, mais aussi dans le site de Bukanga Lonzo, les constats ont pu pencher sur deux modèles recommandables au Gouvernement : le modèle du CDI Bwamanda, modèle privé, et le modèle Service National, projet étatique. Ces deux modèles ont développé un certain nombre d'atouts qui nécessitent d'être encouragés et accompagnés. Ils ont l'avantage d'être plus proche du contexte de la RDC en ce qu'ils rendent les populations responsables de leur sort, ils apprennent à produire et à écouler les produits, ils soutiennent les infrastructures nécessaires à l'écoulement

des produits, ils travaillent sur la mentalité des personnes accompagnées. Ils suscitent l'autonomisation des paysans, ils apprennent aux jeunes des métiers, et ils encouragent la production qui donne du revenu pour subvenir aux besoins sociaux.

Il reste cependant utile de travailler sur le climat d'investissement. Les deux projets ont été touchés par les guerres et les pillages. Le projet Bwamanda a aussi été fragilisé par la dépendance auprès des bailleurs de fonds et les aléas de la crise financière ainsi que la concurrence déloyale des produits venant de l'extérieur. Il a été touché par les maladies des plantes qui a vite été combattue par l'INERA. La restructuration de son management est aussi un signe qu'il faut veiller à la gestion du projet. Quant au Service National, il est important de bien structurer sa gestion pour éviter les pesanteurs politiques qui pourraient le miner comme le projet de Bukanga Lonzo. Il reste cependant un projet stratégique de par sa capacité de donner de l'emploi aux jeunes désœuvrés, de leur apprendre des métiers et de travailler sur leur mentalité en en faisant des bâtisseurs. Ce qui leur apprend aussi à se défendre et à défendre le pays dans un contexte d'insécurité.

Quant au projet de Bukanga Lonzo, les recommandations des différentes études devraient être capitalisées par le Gouvernement. Il y a lieu d'activer des actions judiciaires pour empêcher des méprises dans d'autres projets de l'Etat. Etant donné qu'il y a des infrastructures sur le site, et peut-être d'autres équipements qui seraient en souffrance auprès des fournisseurs ou des dépôts et magasins de transit, à défaut de travailler à une reprise avec de nouvelles méthodes, il faudrait penser à la liquidation et à l'attribution de son patrimoine au Service National. Mais il faut avant tout résoudre la question de la Justice avec Africom Commodities. De même il reste urgent de trouver une alternative à la malnutrition et à la famine dans la province du Kwango pour répondre aux attentes de la population.

## BIBLIOGRAPHIE

1. Eric Tollens, *Les parcs agro-industriels et l'agriculture familiale : les défis du secteur agricole en RDC* ; 2015.
2. Fonds Africain de Développement, République Démocratique du Congo : *Etude de faisabilité pour le développement des Parcs Agro-industriels de NGANDAJIKA, KANIAMA-KASESE et MWEKA, Termes de référence* ; 2016.
3. FAO-UNFPA. IIASA. 1984. *Potential Population Supporting Capacities of Lands in the Developing World*. Rome : Project INT/75/813.
4. Ernest et Young : *Rapport d'audit du projet de mise en place du Parc Agro-industriel de Bukanga Lonzo* ; Kinshasa 2017.
5. Société d'Aménagement du Parc Agro-industriel de Bukanga Lonzo « PARCAGRI SA », *Le Parc Agro-industriel de Bukanga Lonzo à l'horizon 2021* ; Kinshasa 2016.
6. *Rapport de la Conférence sur le repositionnement de la nutrition comme priorité de développement au Kwango*, Kenge 2017.
7. République Démocratique du Congo, *Plan de Développement de Kwango*, Edition 2014.
8. Décret-loi n°032 portant création du Service National, en abrégé « S.N. »
9. Présidence de la République, *Cahier des opportunités de partenariat avec le Service National* ; Kinshasa 2017
10. Service National ; *Monographie du Service National de la République Démocratique du Congo*, Kinshasa, 2017
11. Service National, *Carte postale du Service National présentée à l'occasion de la visite des investisseurs Brésiliens* ; Kinshasa 2018.
12. Salvatrice BAHINDWA ; *Les 28 mesures urgentes prises par les Gouvernement de la RDC pour la stabilisation et la relance économique* ; Kinshasa 2016.
13. Journal Officiel de la République Démocratique du Congo ; *Loi n°11/022 du 24 décembre 2011 portant principes fondamentaux relatifs à l'Agriculture* ; Kinshasa 2011.
14. [https : //www.oklandinstitute.org](https://www.oklandinstitute.org) : Parcs agro-industriels en RDC : tirer les leçons de la déléclé de Bukanga Lonzo.



# Table des matières

<b>SIGLES ET ABREVIATIONS.....</b>	<b>5</b>
<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>7</b>
<b>RESUME EXECUTIF .....</b>	<b>9</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>11</b>
1. Contexte .....	11
2. Objet de l'étude .....	12
3. Objectifs de l'étude et résultat attendu .....	12
5. Choix et intérêt du sujet.....	13
6. Méthode du travail .....	13
7. Difficultés rencontrées .....	14
8. Subdivision du travail .....	15
<b>I<sup>re</sup> Partie : REGARD SUR LES PROJETS AGRICOLES .....</b>	<b>17</b>
<b>Chapitre 1 : Le Parc Agro-industriel de Bukanga-Lonzo.....</b>	<b>19</b>
1.1. Genèse du projet .....	19
1.2. Cadre institutionnel et juridique .....	20
1.3. Objectifs et Missions du projet PAI Bukanga-Lonzo .....	21
1.4. Lieu de réalisation .....	22
1.5. Stratégie et moyens.....	23
1.6. Situation actuelle.....	23
1.7 Impact du projet : profitabilité .....	28
<b>Chapitre 2 : Le Centre de Développement Intégral de Bwamanda.....</b>	<b>31</b>
2.1. Genèse du projet .....	31
2.2. Cadre juridique et institutionnel .....	31
2.3. Objectif du projet .....	31
2.4. Lieu de réalisation .....	32
2.5. Stratégie .....	32
2.6. Méthode de travail .....	34
2.7. Situation actuelle.....	35
2.8. Sources de financement.....	36
2.9. Profitabilité du projet .....	37
2.10. Viabilité .....	38
2.11. Durabilité et duplication.....	38

<b>Chapitre 3 : Service National .....</b>	<b>39</b>
3.1 Genèse du projet .....	39
3.2 Cadre juridique et institutionnel .....	40
3.3 Objectif du Service National.....	40
3.4. Stratégie et moyens.....	42
3.5. Lieu de réalisation.....	42
3.6. Situation actuelle .....	43
<b>II<sup>ème</sup> Partie : ANALYSE ET REGARD DE LA CERN SUR</b>	
<b>LES TROIS PROJETS AGRICOLES .....</b>	<b>47</b>
<b>Chapitre 4 : Tableau comparatif des trois modèles de projet agricole .....</b>	<b>49</b>
<b>Chapitre 5 : Constats de la CERN sur les trois modèles de projet agricole .....</b>	<b>53</b>
5.1 Le PAI Bukanga-Lonzo .....	53
5.2 Le Service National.....	54
5.3 Le CDI Bwamanda.....	54
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>57</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>59</b>
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>61</b>







Imprimerie MÉDIASPAUL - Kinshasa - 2019  
Imprimé en RDC - Printed in DRC  
[www.mediaspaul.cd](http://www.mediaspaul.cd)

